

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/81

11 décembre 1996

(96-5235)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU)/CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED)

Déclaration de M. Rubens Ricupero

Secrétaire général de la CNUCED

(prenant la parole au nom du Secrétaire général de l'ONU,  
M. Boutros Boutros-Ghali, et de la CNUCED,  
en qualité d'observateur)

Je m'adresse à vous aujourd'hui au nom de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant cette première Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui se tient à Singapour, exemple admirable de progrès et de développement, fruit de la persévérance et de l'esprit d'entreprise et d'un attachement indéfectible au libre-échange.

Permettez-moi pour commencer de donner lecture d'un court message de M. Boutros Boutros-Ghali.<sup>1</sup>

La mission qui convient le mieux pour la Conférence est celle qui a été définie par notre Président il y a dix mois à Brisbane. Ce qu'il a dit alors reste vrai aujourd'hui: consolidation, équilibre et progrès, tels sont les trois éléments que la Conférence doit s'efforcer de concilier et de concrétiser. L'équilibre est indispensable à la consolidation et au progrès et doit donc avoir une place dans les efforts en la matière.

Vous me direz: Comment prétendre atteindre à l'équilibre dans un domaine comme le commerce dont l'essence même est la concurrence, jeu dans lequel certains sont inévitablement appelés à gagner plus que les autres? La mondialisation étant destinée à déboucher sur l'unification des marchés à l'échelle planétaire, la question est aujourd'hui particulièrement urgente. L'unification des marchés suppose, en fin de compte, l'abolition des obstacles nationaux et régionaux et de la protection qu'ils confèrent aux secteurs faibles. Il ne peut qu'en résulter qu'une exacerbation de la concurrence.

La concurrence est l'organe vital de l'organisme, qui distribue l'énergie dans tout le système. Mais comme je l'ai dit, c'est aussi un jeu. Il lui faut donc des règles et des arbitres. Le Cycle d'Uruguay nous a permis de nous doter de la série la plus complète de règles commerciales qui aient jamais été conçues, mais aussi d'un arbitre de poids pour les faire respecter: l'Organisation mondiale du commerce. Cependant, comme dans toute aventure humaine, on n'a pas pu atteindre l'idéal.

---

<sup>1</sup>Le message de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, porte la cote WT/MIN(96)ST/82.

Quant aux règles à proprement parler, dans l'élaboration du système de commerce de demain, trois grandes tâches méritent la priorité:

- la délimitation des frontières naturelles du système de commerce dans une économie mondialisée;
- l'amélioration de l'universalité de l'OMC et de la gestion du processus d'élaboration de décisions dans le système commercial; et
- la pleine intégration, le plus rapidement possible, des pays en développement, et plus particulièrement des pays les moins avancés, dans le système commercial.

La première tâche repose sur le fait que l'on sait que des différences au niveau des politiques nationales risquent de conduire à des avantages injustes auxquels il faut faire obstacle en élargissant les "frontières" du système commercial pour l'étendre à de nouveaux domaines.

Le succès même du Cycle d'Uruguay a incité certains à exercer des pressions pour que l'OMC soit utilisée comme un moyen de poursuivre des objectifs autres que commerciaux, en bref un puissant instrument de gestion des affaires mondiales. Cette approche risque d'ébranler l'équilibre des droits et obligations fondé sur la réciprocité et l'avantage mutuel qui est le fondement du système.

C'est pourquoi tout élargissement de ces "frontières" commerciales doit être l'aboutissement d'une décision réfléchie de la communauté internationale dans son ensemble, reposant sur un examen minutieux de deux considérations majeures. La première considération consiste à déterminer dans quelle mesure il est nécessaire d'établir un équilibre entre la mobilité des biens, des services, des capitaux et de la main-d'oeuvre.

La seconde considération touche directement au défi que constitue la mondialisation. Nous allons être amenés tôt ou tard à nous demander si certains instruments commerciaux traditionnels ont leur intérêt dans une économie mondiale dans laquelle la production se répartit entre une multitude de pays, et n'est plus une affaire essentiellement nationale.

Il va nous falloir également tenter de concilier la position de ceux qui préconisent la contestabilité des marchés à l'échelle mondiale et celle de certains milieux qui estiment que la concurrence devrait être limitée dès lors qu'elle met en péril des valeurs sociales plus nobles, comme les droits de l'homme et les droits des travailleurs fondamentaux ou la protection de l'environnement. Si ces normes sont acceptées, quelles autres valeurs communes faudra-t-il aussi préserver?

La deuxième tâche qui nous attend est d'accélérer le processus d'accession à l'OMC de la multitude d'anciens pays à économie planifiée et de pays exportateurs de pétrole, de pays les moins avancés et de petits pays en développement insulaires. Il y a là un double enjeu: nous devons d'abord, dans des délais raisonnables, trouver un juste équilibre entre la nécessité de respecter les disciplines avec toute la rigueur voulue et la nécessité de faire preuve de souplesse et de compréhension face aux difficultés et aux contraintes que connaissent ces pays. Nous devons ensuite tenter d'améliorer la transparence et la capacité des Etats Membres à participer au processus de prise de décisions. En fait, dans un avenir qui n'est pas tellement éloigné, 150 pays - dont d'énormes pays comme la Chine et la Russie - pourraient être appelés à participer à ce processus.

Mais le véritable défi pour l'OMC sera de s'attacher à mener à bonne fin cette entreprise inachevée qu'est l'intégration de tous les pays en développement au système de commerce mondial. Même si cet objectif n'a été atteint qu'en partie, les résultats obtenus donnent une idée des avantages considérables pour l'économie mondiale qui pourraient encore être exploités.

Ces cinq dernières années, le volume des importations de l'Asie a augmenté plus rapidement que celui des exportations, au taux de 60 pour cent. Si ce taux se maintenait sur les quatre prochaines années, l'accroissement des importations des dix principaux pays d'Asie pourrait égaler celui des Etats-Unis et de l'Union européenne réunis. Fait encore plus notable, la croissance économique et l'augmentation des importations de l'Asie venaient en grande partie de l'intérieur. Contrairement à ce qui se passait jusqu'ici, l'Asie n'est plus aussi tributaire des partenaires industrialisés de la région, dont certains soit ont connu une récession soit ont enregistré une demande d'importation médiocre.

Cela montre qu'il ne faut pas se borner à prendre en compte ce qui se passe dans les pays industrialisés lorsqu'on examine les perspectives concernant la demande étrangère. A l'avenir, la demande additionnelle générée par les exportations vers des pays en développement d'Asie et d'ailleurs sera probablement plus importante aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et au Japon pris individuellement que celle qui résulterait de la situation économique des deux autres partenaires.

Si des gains aussi impressionnants résultent de l'évolution récente de la situation dans moins de 20 pays, il n'est pas difficile d'imaginer les possibilités quasiment illimitées qui pourraient se concrétiser si nous étions capables d'intégrer pleinement dans le système de commerce mondial la bonne centaine d'économies qui sont aujourd'hui marginalisées.

Certes, pour ce groupe de pays, l'enjeu est plus complexe que pour les pays en développement plus avancés. Leurs problèmes d'accès aux marchés et de compétitivité sont les mêmes. Mais ils sont handicapés de surcroît par une base de production extrêmement étroite et une capacité d'approvisionnement limitée, et sont souvent tributaires de l'exportation d'un ou deux produits. Aider les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, à s'intégrer efficacement dans le système de commerce mondial, tel est le rôle qui a été confié à la CNUCED par la communauté internationale au début de l'année en Afrique du Sud.

En élaborant ce qu'on a appelé "un partenariat pour le développement" à la neuvième session de la Conférence, les 188 Etats membres de la CNUCED ont établi des bases solides en vue d'instaurer une coopération constructive avec l'OMC. Cette coopération a déjà commencé de porter ses fruits, en Afrique et ailleurs. Dans des domaines de spécialisation dans lesquels la CNUCED a traditionnellement eu un avantage comparatif, pour ne parler que d'eux, une bonne part de notre programme de travail touche directement aux travaux de l'OMC et les complète.

La vocation fondamentale de la CNUCED reste donc ce qu'elle a toujours été: oeuvrer à la mise en place d'un système commercial qui favorise un développement équitable et durable.

Il est particulièrement frappant de constater qu'à un moment où, comme il est dit dans le projet de Déclaration ministérielle, il existe une "occasion sans précédent" d'accélérer la croissance, la création d'emplois et le développement, une grande partie de la population du monde vit dans l'angoisse et dans la peur de l'avenir. L'OMC, le système des Nations Unies et d'autres organisations internationales compétentes doivent s'efforcer d'atténuer les inquiétudes et l'insécurité dans une économie en voie de mondialisation et de libéralisation.

Pour y parvenir, nous ne devons pas considérer que l'intégration complète et équitable des pays en développement dans l'économie mondiale et le système de commerce mondial est un aspect du problème dont souffrent ceux qui, dans le monde entier, "sont minés par l'inquiétude". Cette intégration est en fait un aspect essentiel de la solution à ce problème. Elle est, à vrai dire, le meilleur moyen à court terme de trouver des raisons valables et crédibles d'espérer en l'avenir.